

CONFÉRENCE CLIMAT

S'unir ou périr : les grands de ce monde tancés à la COP 27



Le monde va droit au « suicide collectif (...) si vous n'agissez pas vite et fort face à la crise climatique qui s'accélère », a lancé lundi le patron de l'ONU aux grands de ce monde venus s'exprimer devant la conférence climat en Egypte.

« L'humanité a un choix : coopérer ou périr. C'est soit un Pacte de solidarité climatique soit un Pacte de suicide collectif », a dit Antonio Guterres aux 100 chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Charm el-Cheikh, en Egypte, au début de la COP27. Il a ajouté : « Nous sommes sur l'autoroute vers l'enfer climatique avec le pied toujours sur l'accélérateur ».

Page 7

GESTION DES RESSOURCES EN EAU

Les experts débattent de la feuille de route



Les experts de la Cicos à l'ouverture des travaux

A la faveur de la deuxième réunion du Comité de pilotage du projet sur la gestion intégrée des ressources en eau et les systèmes d'information sur l'eau pour l'adaptation aux changements climatiques dans le bassin du Congo, les experts échangent à Brazzaville sur la feuille de route qui guidera la mise en œuvre de ce projet.

Dans son discours à l'ouverture des travaux, le secrétaire général de la Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha, Enaw Judith Efundem, a appelé les experts à œuvrer dans un esprit de confiance et de dévouement pour parvenir aux résultats escomptés.

Page 2

JOURNÉE NATIONALE DE L'ARBRE

Mobilisation tous azimuts autour de la 36^e édition

La 36^e édition de la Journée nationale de l'arbre a connu une mobilisation tous azimuts partant d'Oyo où le président de la République a accompli cet acte en passant par Brazzaville jusqu'à Pointe-Noire, le Kouilou et la Lékoumou. Célébrée cette année sur le thème « La planète a besoin de nous. Pour la sauver, plantons les arbres », cette journée décrétée en 1984 a été l'occasion pour des milliers de Congolais de s'arrimer à la vision du gouvernement qui vise à intégrer l'arbre dans les stratégies de développement socio-économique et culturel, la protection de l'environnement et la promotion de la sylviculture.

Page 3



Le président Denis Sassou N'Guesso plantant un arbre

CAN U23

Cyrille Donga optimiste sur la qualification des Diables rouges

Le sélectionneur de l'équipe nationale de football des moins de 23 ans, Cyrille Donga, se dit confiant de la qualification de ses poulains à la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) prévue au Maroc en 2023, en attendant la double confrontation en mars prochain contre les Bafana-Bafana d'Afrique du Sud, comptant pour le troisième et dernier tour des éliminatoires.

Page 16



Cyrille Donga

ÉDITORIAL

Comité

Page 2

ÉDITORIAL

Comité

La session inaugurale du Comité de coordination des politiques nationales de lutte contre le blanchiment des capitaux, le financement du terrorisme et la prolifération des armes à destruction massive, qui s'est tenue la semaine écoulée à Brazzaville, atteste combien il est important de combattre ces actes criminels.

Cette nouvelle structure vient compléter le dispositif national de lutte contre les anti-valeurs et autres comportements déviants décriés. Il est évident que le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme sont à l'origine de l'instabilité et de l'insécurité dans le monde.

En Afrique notamment, les populations des zones affectées sont plongées dans la paupérisation du fait que les gouvernements ne parviennent pas à y réaliser les programmes de développement adéquats.

La mise en place d'un organe public chargé d'atténuer ou de lutter contre ces fléaux ne peut être que bienvenue. À condition qu'il y ait une réelle collaboration pour éviter les malentendus ou les conflits de compétence entre celui-ci et les autres institutions ayant pratiquement le même champ d'action.

Les partenaires au développement, la société civile et les personnes possédant une expertise reconnue dans ce domaine peuvent aussi apporter leur pierre à l'édifice. Mais pour atteindre ses objectifs, le Comité de coordination aura surtout besoin de moyens techniques et financiers pour ne pas être un organe de trop.

Les Dépêches de Brazzaville

GESTION INTÉGRÉE EN EAU

Les experts débattent de la feuille de route

À la faveur de la deuxième réunion du comité de pilotage du projet sur la gestion intégrée des ressources en eau et les systèmes d'information sur l'eau pour l'adaptation aux changements climatiques dans le bassin du Congo, les experts de la Commission internationale du bassin Congo-Oubangui-Sangha (Cicos) vont échanger, du 7 au 8 novembre à Brazzaville, sur la feuille de route qui guidera la mise en œuvre de ce projet Progir-Sieacc.



Les experts de la Cicos à l'ouverture des travaux/Adiac

Des spécialistes venus des pays membres de la Cicos prennent part à la réunion présidée par le directeur de cabinet du ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Frédéric Manienze.

Pendant deux jours, les membres du comité de pilotage et autres experts de la Cicos vont examiner divers dossiers inhérents à la bonne marche du projet. Ils vont, entre autres, valider le rapport technique de la première phase du projet et élaborer des nouvelles modalités de mise en œuvre du Progir-Sieacc, dans sa seconde phase.

« La deuxième réunion du Comité de pilotage du Progir-Sieacc a pour objectif de valider le rapport d'activités de la première phase du projet et d'adopter les documents fondamentaux, pour l'exécution des activités de la seconde année du projet. Il s'agit notamment de la mise sur pied du plan de travail de la deuxième phase du projet, ainsi que l'adoption du budget de cet exercice », a souligné le secrétaire général de la Cicos, Enaw Judith Efundem.

Le projet pilote sur la Gire (Gestion intégrée en eau) et les systèmes d'information

sur l'eau pour l'adaptation aux changements climatiques dans le bassin du Congo (Progir-Sieacc) est piloté par la Cicos. Il est cofinancé par l'Agence française de développement, le Fonds français pour l'environnement et l'Union africaine.

Le projet vise à contribuer à l'amélioration de la résilience et à l'adaptation aux changements climatiques par le renforcement des capacités sur les ressources en eau et son application opérationnelle sur le bassin du fleuve Congo. De manière spécifique, il vise l'augmentation de la quantité et de la qualité des données et informations produites sur l'eau et une meilleure organisation de l'accès aux données.

Le Progir-Sieacc comporte trois composantes techniques et une composante administrative et financière. Il s'agit de renforcer les systèmes d'information sur l'eau pour des besoins de navigation, du suivi du changement climatique et de la biodiversité, ainsi que l'assistance à la maîtrise d'ouvrage et la gestion administrative et financière.

Firmin Oyé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,
Service Société : Rominique Nerprat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lasselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou
Dorly Emilia Gankama (Cheffe de service)

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe ItagaliCoor-donnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa,
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Culture : Nioni Masela
Sports : Martin Enyimo
Comptabilité et administration : Lukombo
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou,
Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama,
Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs :
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie :
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho,
Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville :

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto
Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,
Irin Maouakani, Christian Nzoulani
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé
Ngonu /Tél. : (+242) 06 895 06 64

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo
IMPRIMERIE
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba,
Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire Nzoni B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo
Tél. : (+242) 06 895 06 64
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

JOURNÉE NATIONALE DE L'ARBRE

Intégrer l'arbre dans la stratégie nationale de développement durable

Dans un message du gouvernement relatif à la Journée nationale de l'arbre (JNA) délivré le 3 novembre, à Brazzaville, la ministre de l'Économie forestière, Rosalie Matondo, a réitéré l'engagement du Congo à lutter contre la déforestation et le dérèglement climatique.

La ministre de l'Économie forestière a invité la population à planter des arbres, comme le prescrit le thème de la 36e édition de la JNA. Le planting de l'arbre compte, selon Rosalie Matondo, parmi les solutions actuellement préconisées dans le cadre de la lutte contre le changement climatique. Il est surtout recommandé par la loi instituant la JNA.

La vision des autorités congolaises est d'intégrer l'arbre dans les stratégies de développement socio-économique et culturel, ainsi que de la protection de l'environnement et la promotion de la sylviculture. Le choix du thème « La planète a besoin de nous. Pour la sauver, plantons les arbres ! », a signifié

la ministre, traduit la volonté de l'État de consolider la dynamique nationale autour de la question de changement climatique.

« L'arbre est source de vie, en ce qu'il nous procure des fruits, de l'énergie, de l'eau, du bois, des essences, des huiles, de l'ombre et surtout l'air que nous respirons. Et aussi, c'est grâce à sa capacité de purifier l'air atmosphérique que l'arbre joue un rôle central dans la lutte contre le chan-



La ministre Rosalie Matondo Adiac

« L'arbre est source de vie, en ce qu'il nous procure des fruits, de l'énergie, de l'eau, du bois, des essences, des huiles, de l'ombre et surtout l'air que nous respirons. Et aussi, c'est grâce à sa capacité de purifier l'air atmosphérique que l'arbre joue un rôle central dans la lutte contre le changement climatique, notamment à travers son utilisation à grande échelle dans les plantations forestières et agroforestières, puits du carbone atmosphérique »

gement climatique, notamment à travers son utilisation à grande échelle dans les plantations forestières et agroforestières, puits du carbone atmosphérique », a martelé Rosalie Matondo.

L'appel du gouvernement coïncide avec l'ouverture à Charm El-Cheik, en Egypte, de la 27e Conférence des parties à la convention cadre des Nations unies sur le changement climatique. La communauté internationale débat sur les solutions pour remédier aux bouleversements. La partie congolaise entend saisir cette opportunité pour présenter ses projets de l'économie verte, afin de générer des crédits carbone valorisables sur le marché éponyme.

Fiacre Kombo

Plusieurs essences plantées à Brazzaville

Le Premier ministre, Anatole Collinet Makosso, a patronné l'opération de planting d'arbres, le 6 novembre à l'aéroport international Maya-Maya de Brazzaville, marquant la 36e édition de la Journée nationale de l'arbre (JNA). Au total, 19 388 plants ont été enfouis sous terre.

L'esplanade du pavillon présidentiel de l'aéroport Maya-Maya a été choisie officiellement pour l'opération de planting d'arbres de cette année. Le site couvre une superficie de 12,9 hectares (ha) répartie en cinq blocs, soit 5 ha pour le premier bloc, 2,5ha pour le deuxième, le troisième 0,25ha, le quatrième 0,75ha et le cinquième 4,4ha.

D'après le chef du Service national de reboisement (SNR), Ildevert Mounkala, le planting contribuera non seulement à lutter contre les têtes d'érosions observées sur le site, mais également à orner l'esplanade du pavillon présidentiel de l'aéroport Maya-Maya. Trois espèces différentes ont donc été sélectionnées, à savoir l'eucalyptus urograndis ; le pinus caribaea et le moringa.

« Le premier bloc accueille un clone 18-551 de l'eucalyptus urograndis, avec une densité de 2500 plants à l'ha, avec un écartement de 2m x 2m, soit 12 500 plants et un clone 18-551 de l'eucalyptus urograndis sur le deuxième bloc de 2,5ha suivant un écartement de 5m x 5m, avec



L'espace retenu pour le planting/Adiac

une densité de 400 plants à l'hectare », a expliqué Ildevert Mounkala. Autour de l'aéroport, a-t-il ajouté, le pinus caribaea est planté sur le troisième et quatrième blocs, pour une densité de 400 plants à l'ha, ainsi que le moringa sur le cinquième

bloc de 4,4ha, avec un écartement de 3m x 3 m pour une densité de 1111 plants à l'hectare.

« Notre planète a besoin de nous. Pour la sauver, plantons les arbres! » est le thème retenu pour cette édition 2022 de la JNA. Selon le Pre-

mier ministre, ce thème est évocateur de l'engagement politique du gouvernement congolais pour la sauvegarde de l'environnement et de l'adaptation climatique.

« À l'image du président de la République qui a procédé au même exercice dans le lieu choisi à Oyo, dans le département de la Cuvette, à sa demande, nous aussi avons procédé au planting d'arbres à la faveur de cette Journée nationale. La décision d'instaurer la JNA en 1984 montre que les Congolais étaient en avance sur les autres peuples du monde. Il ne faut pas avoir de la gêne pour le reconnaître, parce que le sujet de l'arbre est aujourd'hui au cœur des engagements internationaux à l'instar de la COP27 ouverte en Égypte », a déclaré Anatole Collinet Makosso.

Fiacre Kombo



Banque des Etats de l'Afrique centrale - service centraux
Commission générale de passation des marchés n°01

Appel d'offres régional ouvert n° 154/BEAC/SG-DPMG/AORO/Bien/2022 du 27 octobre 2022 pour la réhabilitation, en lots indépendants, des Centres de la BEAC au Congo

Dans le cadre du programme de réhabilitation des Centres, la Banque des Etats de l'Afrique Centrale souhaite réhabiliter les installations de ses Centres au Congo. A cet effet, elle invite par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises qualifiées, intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission. L'appel d'offres est subdivisé en lots comme suit:

- lot n°1 « Réhabilitation des installations de climatisation de la Direction Nationale de Brazzaville »;
- lot n°2 « Réhabilitation des installations de climatisation de l'Agence de Ouesso »;
- lot n°3 « Réhabilitation des installations de climatisation de l'Agence de Pointe-Noire »;
- lot n°4 « Réhabilitation des installations électriques de la Direction Nationale de Brazzaville »;
- lot n°5 « Travaux d'étanchéité à la Direction Nationale de Brazzaville »;
- lot n°6 « Travaux d'étanchéité à l'Agence de Pointe-Noire »;
- lot n°7 « Travaux d'étanchéité à l'Agence de Ouesso ».

Le processus se déroulera conformément au Règlement n°01/CEMAC/UMAC/CM/18 portant adoption du Code des marchés de la BEAC.

Les Prestataires intéressés peuvent obtenir un complément d'information à l'adresse ci-dessous, entre 9 heures et 12 heures, les jours ouvrés.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE - SERVICES CENTRAUX Direction Générale de l'Exploitation - CGAM, 14ème étage, porte 1412
736 Avenue Monseigneur Vogt- BP 1917 Yaoundé- Cameroun
Tél. : (+237) 222 23 40 30 ; (+237) 222 23 40 60 postes 5452, 5431, 5412 ou 5403
Fax : (+237) 222 23 33 29
@ : cgam.sex@beac.int

La participation à la présente mise en concurrence est conditionnée au paie-

ment de la somme non remboursable de de cinq cent mille (500 000) francs CFA ou l'équivalent dans une monnaie librement convertible. Le paiement devra être effectué par virement bancaire ou en espèces aux guichets de la BEAC à l'exception de celui du Bureau de Paris.

Les entreprises, s'étant acquittées des frais de soumission, sont autorisées à effectuer la visite de site. Elles devront en faire la demande, par écrit, à l'adresse suivante cgam.scx@beac.int.

Les soumissions, obligatoirement accompagnées d'une garantie bancaire de soumission sous forme de garantie autonome à première demande, conforme au modèle indiqué dans le DAO et d'un montant forfaitaire d'un million (1 000 000) FCFA, devront être déposées à l'adresse indiquée ci après, au plus tard le mercredi 07 décembre 2022 à 12 heures précises. Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées.

BANQUE DES ETATS DE L'AFRIQUE CENTRALE - SERVICES CENTRAUX BUREAU D'ORDRE 15ème étage, porte 15.01
736 Avenue Monseigneur Vogt- BP 1917 Yaoundé- Cameroun

Les soumissions seront ouvertes en deux pluses. Les plis administratifs et techniques, le mercredi 07 décembre 2022 à 13 heures aux Services Centraux de la BEAC à Yaoundé. Les plis financiers à une date qui sera communiquée ultérieurement. Les séances d'ouverture se tiendront par visioconférence en raison des contraintes sanitaires qu'impose la lutte contre la propagation de la pandémie du coronavirus.

Yaoundé, le 27 OCT 2022



Président de la Commission,



NSIA ETUDES ET NSIA RETRAITE, DES PRODUITS D'ASSURANCE DE QUALITÉ AU PROFIT DES POPULATIONS CONGOLAISES

Depuis 2005, NSIA Vie Assurances au Congo, assureur de référence agréé par le Ministère des Finances sous le numéro 6485/MEFB/CAB, a lancé sur le marché Congolais des produits d'assurance spécialement étudiés pour pallier les aléas de la vie.

NSIA ETUDES et NSIA RETRAITE font partie de cette catégorie de produits et sont disponibles à tous, dans ses différents bureaux directs et chez les agents partenaires*.

Avec **NSIA ETUDES**, la préparation de l'avenir de vos enfants en toute sérénité devient plus aisée et certaine. Ce contrat vous permet de constituer une épargne qui servira au règlement des frais de scolarité de vos enfants le moment venu. Grâce à son expertise, NSIA Vie ASSURANCES vous garantit un fonds pour financer les études supérieures de vos enfants dès la souscription. Ainsi, en cas de départ soudain ou d'invalidité totale ou permanente, ce fonds sera transmis en toute sécurité au bénéficiaire nommément désigné dans votre contrat.

Parallèlement **NSIA RETRAITE** est un dispositif d'épargne à long terme qui vous permet de constituer une épargne complémentaire au moment de votre départ à la retraite. Cette épargne retraite vous sera reversée sous la forme d'une rente périodique ou d'un capital. Choisir **NSIA RETRAITE**, c'est profiter d'une épargne rémunérée à 3,5% par an. Avec NSIA RETRAITE, vous choisissez librement qui pourra être bénéficiaire de votre

contrat, en cas de départ soudain. Il est à noter qu'avec **NSIA RETRAITE, votre épargne ne tombera pas dans la succession familiale, elle sera reversée exclusivement au(x) bénéficiaire(s) désigné(s) dans le contrat.** Avec l'option décès de **NSIA RETRAITE**, vous bénéficiez en plus d'un capital décès qui équivaut à 10 fois le cumul de vos cotisations annuelles. NSIA RETRAITE vous garantit enfin un capital non imposable, des gains qui peuvent être déduits de votre IRPP conformément à la loi des finances de 2015.

Tout autre type de contrat Epargne Retraite/Etudes ne bénéficie pas de tels avantages si ce n'est que ceux souscrits chez un assureur Vie.

NSIA ETUDES et NSIA RETRAITE vous assurent un avenir plein de sérénité.

Alors faites le bon choix, celui de l'assureur de métier qui vous accompagne à tout moment !

NSIA, le vrai visage de l'assurance.

(*) Tous les contrats d'assurance Vie souscrits chez nos partenaires bancaires (LCBbank, Crédit du Congo, BCI, Société Générale du Congo, BGFIBank et tous ceux à venir) bénéficient des mêmes avantages que ceux souscrits dans nos agences et bureaux directs.

CRISE À LA CIFMC

Les assises nationales débuteront le 10 novembre

Le ministère chrétien du combat spirituel, communément appelé CIFMC, organise du 10 au 20 novembre à Brazzaville des assises nationales pour traiter des problèmes qui le minent. La reprise des activités de la congrégation créée par le couple Olangi en dépend.

« Tout ce que nous faisons vise à rétablir l'ordre, tel que demandé par le gouvernement afin que le ministère chrétien du combat spirituel reprenne ses activités sur toute l'étendue du territoire national », a indiqué le secrétaire national de cette congrégation, Joachim Kindara, en conférence de presse le 7 novembre à Brazzaville, co-animée avec une des responsables de la coordination, Yvette Ruth Ouembala.

Pour les assises prévues du 10 au 20 du mois en cours, les délégations qui viendront des départements sont attendues dans la capitale à partir du 8 novembre. Joachim Kindara a lancé l'appel aux fidèles de venir nombreux participer à ce rendez-vous.

En rappel, les problèmes au sein du ministère chrétien du combat spirituel se sont



La CIFMC va tenir ses assises du 10 au 20 à Brazzaville./DR

aggravés avec le décès du couple fondateur : Olangi. La crise au sein de cette église s'est amplifiée lorsque l'un des enfants Olangi, Paul David Olangi, a eu des propos jugés déplacés lors du culte du 14 août dernier. Révoltés, certains jeunes chrétiens lésés ont par la suite déclenché un mouvement de désobéissance

afin d'attirer l'attention de la coordination nationale. La situation a suscité des tensions qui auraient pu troubler l'ordre public. Ainsi, Guy Georges Mbaka, alors ministre de l'Administration du territoire, de la Décentralisation et du Développement local, avait publié un arrêté fermant les portes de cette

congrégation le 20 du même mois.

En conférence de presse, Joachim Kindara et Yvette Ruth Ouembala ont éclairé la lanterne de l'opinion sur les incompréhensions ayant conduit à cette crise. Lesquelles incompréhensions sont nées de la mauvaise interprétation et application

des textes.

La volonté affichée par les enfants Olangi d'imposer des dictats ; les nominations arbitraires par Kinshasa aux différentes fonctions sans concertation avec les responsables locaux de Brazzaville ; le contrôle sans partage des finances ; l'impolitesse des missionnaires vis-à-vis des autorités congolaises ; l'exclusion des locaux dans la gestion administrative, financière et du patrimoine, font partie des causes profondes de cette crise.

C'est donc pour laver le linge sale en famille que l'ensemble des fidèles du ministère chrétien du combat spirituel vont s'asseoir du 10 au 20 novembre à Brazzaville. Ce qui découlera de ces assises permettra de savoir si la congrégation reprendra ses activités ou pas.

Rominique Makaya

VIE ASSOCIATIVE

La promotion des enfants de troupe Ernesto-Che-Guevara célèbre ses 52 ans d'existence

L'association « Ernesto-Che-Guevara », composée des anciens enfants de troupe (AET) de l'école militaire préparatoire Général Leclerc (1970-1977) a commémoré, en différé du 30 au 1er novembre, ses cinquante-deux ans d'existence à travers plusieurs activités organisées dans les localités de Sibiti (Lékoumou) et Dolisie (Niari).



La préfète de la Lékoumou entourée des autorités locales et des AET de l'association Ernesto-Che-Guevara./DR

Dans la Lékoumou, les festivités ont consisté en la remise des kits scolaires à la préfète du département, Micheline Nguessimi, en présence des autorités locales et du recueillement devant la tombe de l'ancien Premier ministre, Clément Mouamba.

Au Niari, il y a eu la visite de l'AET malade dans le quartier Tahiti, Marcel Ivora, suivie du dépôt des gerbes de fleurs sur les tombes des regrettés Constant Dotabout et Honoré Nzinga, au cimetière privé de Tsila, à Dolisie. La délégation des AET de la promotion Ernesto-Che-Guevara a été enfin reçue dans un restaurant de la place par le commandant de la zone militaire de défense n°2, le colonel Constant Mandzondzo.

Cette célébration a connu la participation d'une vingtaine des anciens enfants de troupe de cette promotion, appelés les « Che », venus de Pointe-Noire, Dolisie et Brazzaville.

Il sied de signaler que la randonnée festive, placée sous la coordination du bureau exécutif dirigé par le « Che » Albert Ngoto, s'est déroulée dans la cohésion et dans un parfait esprit de fraternité, d'entraide et de solidarité, sous l'autorité de l'AET Jacques-Antoine Bouiti, président de ladite association.

Guillaume Ondze

CONTRÔLE D'ETAT

Les agents s'imprègnent des techniques managériales de la qualité du service public

Le ministre du Contrôle d'Etat, de la Qualité du service public et de la Lutte contre les antivaleurs, Jean-Rosaire Ibara, a ouvert, le 7 novembre à Brazzaville, les travaux de l'atelier sur le management de la qualité du service public au profit des cadres et agents afin de moderniser l'action publique et tendre vers une plus grande efficacité des services publics.

Les cadres et agents du ministère en charge du Contrôle d'Etat vont s'approprier des connaissances qui les aideront à accomplir, avec dextérité et responsabilité, les missions assignées par les textes en vigueur.

« L'atelier vous permettra de comprendre les principes de mise en place du contrôle, de l'évaluation et du suivi d'un système de management de la qualité dans une administration publique. Les services publics de qualité jouent un rôle prépondérant dans le développement des autres activités économiques », a indiqué le ministre Jean-Rosaire Ibara. La gestion de la qualité est l'ensemble des techniques d'organisation qui concourt à l'obtention d'une conformité à un standard dans le cadre du pilotage de la production de biens ou de services.

Dans le service public, il existe toutefois une certaine objectivité dans une mise en conformité par rapport à des standards. Le concept de gestion de la qualité est un concept du management au cœur de l'action publique dont l'objet est la gestion des services et des études.



Le ministre du Contrôle d'Etat entouré par les participants au séminaire./Adiac

Ainsi donc, la performance des services publics influence celle du reste de l'économie, notamment dans les secteurs de l'éducation, la santé, la police, la justice, l'eau, l'électricité, les infrastructures de transport et autres.

« Financés par le budget de l'Etat, les gestionnaires des services publics que vous êtes, êtes tenus à respecter les principes de redevabilité, de transparence et de responsabilité dans la gestion des ressources publiques. Le renforcement de la transparence, la redevabilité et la lutte contre la corruption constituent des objectifs visant à améliorer la gouvernance publique de notre pays

», a ajouté le ministre. Il leur a également rappelé leur rôle de managers des services publics, leur demandant de veiller au respect de l'objectivité de qualité et de productivité dans les administrations publiques.

Le Congo n'est pas en marge de la mondialisation. Ainsi donc, le ministre a relevé l'importance de la Journée mondiale de la qualité introduite en 1990 par les Nations unies. La commémoration de cette journée, a-t-il insisté, vise à sensibiliser le public à l'importance de la qualité des responsabilités et des tâches professionnelles afin de renforcer l'innovation, la croissance et la durabilité.

Fortuné Ibara



CONVOCATION A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Messieurs et Mesdames les membres de l'Ordre National des Experts-Comptables du Congo (ONEC-C) sont convoqués en Assemblée Générale Ordinaire le **dimanche 27 novembre 2022 à 9 heures** à l'Hôtel Alima Palace, Ville d'Oyo dans le Département de la Cuvette afin de délibérer sur l'ordre du jour suivant :

1. Vérification des présences
2. Examen et adoption des points inscrits à l'ordre du jour
3. Lecture et approbation du procès-verbal de la 1^{ère} Assemblée Générale de l'ONEC-C tenue à Brazzaville les 27 et 28 décembre 2021 à l'Hôtel Radisson Blu
4. Lecture, examen et approbation du Rapport d'activités 2021
5. Lecture, examen et approbation du Rapport financier 2021
6. Lecture, examen et approbation du rapport du censeur sur les comptes de 2021
7. Diverses Communications techniques liées à la profession
8. Présentation et approbation du programme d'activités 2023
9. Présentation et approbation du budget 2023
10. Divers
11. Pouvoirs

N.B. Les documents se rapportant à l'Assemblée Générale Ordinaire sont mis à la disposition des membres de l'ONEC-C, au siège social de l'Ordre, 2^{ème} étage, Immeuble CORAY Résidence, Rue de la Musique Tambourinée, sis derrière l'Hôtel Mikhaëls, centre-ville, Brazzaville, République du Congo, Tél. : +242 06 518 35 54

Brazzaville, ce 24 octobre 2022

Pour le Conseil de l'Ordre des Experts-Comptables du Congo


Michel Patrick GAMASSA
Président



COP27

Les travaux ouverts à Charm el-Cheikh

La 27^e Conférence des Nations unies sur les changements climatiques (COP27) a débuté le 6 novembre à Charm el-Cheikh, en Égypte. Le président de la COP26, Alok Sharma, a transmis le témoin au chef de la diplomatie égyptienne, Sameh Shoukry.

« Ne rien faire nous paralysera, donc cette conférence devrait être la conférence des actions concrètes dans le domaine du changement climatique », a déclaré le président de la COP26, le britannique Alok Sharma, lors de la cérémonie d'ouverture. En sa qualité de président de la COP27, le chef de la diplomatie égyptienne, Sameh Shoukry, a déclaré, dans son discours d'ouverture, que « le monde n'a pas le luxe de poursuivre l'approche de polarisation des efforts pour lutter contre le changement climatique ». Ajoutant : « La situation climatique actuelle requiert une action internationale urgente ».

Les alertes de désobéissance civile, plus ou moins radicales visant à alerter sur la crise climatique, ne cessent de se multiplier avec l'ouverture de la COP27. Si elles ne font pas l'unanimité, plus ou moins efficace, l'objectif est identique : attirer l'attention des gouvernements sur l'urgence de la crise climatique en appelant les dirigeants du monde à prendre

des mesures ambitieuses, en poussant l'exaspération face à l'inaction qui a suivi la publication du rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec), montrant pourtant l'urgence de la situation. Pour Pascal Vaillant, enseignant chercheur en informatique vivant à Paris, « il faut sortir des canaux habituels de communication pour se faire entendre et être plus visible ». L'idée étant d'alerter le plus possible avec la COP 27, pour presser les gouvernements à réduire les émissions de carbone. « On veut que les gouvernements du monde arrêtent de dire qu'ils poursuivent l'objectif de la limitation du réchauffement à 1,5 °C alors qu'ils ne font pas du tout sérieusement ce qu'il faudrait faire pour y arriver », insiste Pascal Vaillant, pour presser les dirigeants du monde à rehausser leurs ambitions. Il déplore des promesses insuffisantes et non tenues. Le rapporteur du Giec, François Gemenne, plaide pour que la COP27 fixe comme objec-



tif de limiter la hausse générale des températures à deux degrés d'ici à la fin du siècle, soit l'engagement signé à Paris en 2015. L'objectif de 1,5 degré de réchauffement étant « carrément hors d'atteinte », selon lui.

Toutefois, il estime qu'« il n'est jamais trop tard » et que la COP27 qui vient d'être ouverte peut se donner « des objectifs atteignables. C'est comme si vous cherchez à perdre du poids. Tout ce que vous allez réussir à faire pour limiter les émissions de gaz à effet de serre va aussi limiter l'augmentation

de la température », imagine le rapporteur du Giec. Les huit dernières années sont en passe de devenir les plus chaudes jamais enregistrées, en raison de l'augmentation des concentrations de gaz à effet de serre et de la chaleur accumulée, tandis que l'élévation de la mer a doublé depuis 1993, selon le rapport provisoire de l'Organisation météorologique mondiale, sur l'état du climat mondial en 2022. Ce rapport a été publié le premier jour de la COP27 qui se tient du 6 au 18 novembre, auquel le président chinois ne viendra pas, et son ho-

mologue américain a prévu son passage après les élections de la mi-mandat.

« Trop souvent, ce sont ceux qui sont le moins responsables du changement climatique qui souffrent le plus, comme nous l'avons vu avec les terribles inondations au Pakistan et la sécheresse mortelle qui sévit depuis longtemps dans la Corne de l'Afrique », a déclaré le secrétaire général de l'Organisation météorologique mondiale, Petteri Taalas. Le patron des Nations unies, Antonio Guterres, dévoilera à la COP27 un plan d'action visant à mettre en place des alertes précoces pour tous dans les cinq prochaines années. « Alors que la COP27 débute, notre planète envoie un signal de détresse. Nous devons répondre au signal de détresse de la planète par des actions, des initiatives ambitieuses et crédibles en matière de climat. La COP27 est le lieu approprié et il faut que ce soit fait maintenant », a déclaré Antonio Guterres, à l'occasion de la publication du rapport.

Noël Ndong

La Fondation Gates donne 1,4 milliard de dollars pour aider les petits agriculteurs

Des petits agriculteurs en Afrique et en Asie vont bénéficier d'une donation de 1,4 milliard de dollars de la Fondation Bill and Melinda Gates pour les aider à s'adapter au changement climatique.

La somme promise sera distribuée sur quatre ans pour favoriser des innovations permettant aux petits agriculteurs dans les deux continents de mieux résister aux sécheresses, aux canicules et aux inondations extrêmes amplifiées par le changement climatique. « Des financements supplémentaires sont nécessaires pour s'assurer que les innovations agricoles et technologiques soient largement disponibles pour les communautés vulnérables », a souligné, dans un communiqué, Bill Gates, le cofondateur du géant de l'informatique Microsoft.

Cette annonce a été rendue publique à l'occasion de la conférence sur le climat de l'ONU à Charm el-Cheikh, où les dirigeants politiques du monde entier défilent à partir de lundi, sous pression pour renforcer leurs engagements climatiques face à un réchauffement qui s'emballer et apporter un soutien financier aux pays pauvres, qui en souffrent le plus. Des organisations représentant 350 millions de petits agriculteurs ont demandé, lundi, que la construction d'un « système alimentaire qui puisse nourrir le monde sur une planète réchauffée » soit une « priorité » de la COP27.

Les dirigeants doivent écouter la voix des fermiers africains, les gouvernements comprendre leurs priorités et répondre urgemment, a plaidé la fondation en précisant que les sommes débloquées serviront notamment à encourager les nouvelles technologies, aider les femmes ou favoriser les innovations dans la gestion du bétail.

Une annonce jugée importante mais l'échelle du problème est telle que les organisations non gouvernementales plaident pour que les gouvernements, le secteur privé et les organisations internationales augmentent tous leurs engagements en faveur de la sécurité alimentaire.

D'après AFP

LUTTE CONTRE LA POLLUTION

Une mise en garde contre toute fuite du carbone vers les PMA

Alors que les nations se réunissent en Égypte pour la COP27, les pays les moins avancés (PMA) ne doivent pas devenir des « refuges » ou des « paradis du carbone » pour des pollueurs, pendant que les pays riches éliminent progressivement de leurs économies les industries à fortes émissions, a averti la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced).

Face à des « lois environnementales efficaces et de plus en plus restrictives » pour réduire les émissions de CO₂ sur le marché domestique, des contraintes poussent souvent des entreprises à polluer à l'étranger. La conformité avec des politiques des partenaires commerciaux pose de nouveaux défis aux PMA, selon la Cnuced. Pour sa secrétaire générale, Rebeca Grynspan, « la communauté internationale doit tenir compte de leurs besoins en matière de développement et les soutenir pleinement pour assurer une transition vers une économie sobre en carbone juste, équilibrée et durable ». En effet, toute politique des partenaires commerciaux ciblant les émissions de carbone générées par la production de biens exportés pourrait avoir un effet modérateur sur les exportations des PMA. Le rapport 2022 sur les PMA de la Cnuced indique que les conséquences pourraient être graves si de telles politiques devaient « déplacer des industries polluantes des pays développés vers les PMA pour permettre aux premiers de respecter leurs engagements en matière de réduction des émissions de CO₂ - c'est ce qu'on appelle la fuite de carbone », a mis en garde Rebeca Grynspan.

Le rapport s'inquiète du fait que les PMA, qui sont marginalisés dans le commerce mondial, sont désormais

confrontés à des vents contraires supplémentaires en raison des politiques environnementales de leurs partenaires commerciaux.

Prendre en compte les intérêts des PMA

Il exhorte la communauté internationale à prendre en compte les intérêts des PMA et à éviter les mesures politiques limitant la marge de manœuvre de ces pays et augmentant la probabilité de voir apparaître des refuges des pollueurs parmi eux. Les quarante-six PMA, qui abritent environ 1,1 milliard de personnes, ont contribué de façon minime aux émissions de CO₂. En 2019, ils représentaient moins de 4% du total des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Pourtant, au cours des cinquante dernières années, 69% des décès à niveau mondial causés par des catastrophes liées au climat sont survenus dans les PMA. Mais les économies de ces pays dépendent en grande partie des exportations de produits de base (minéraux, métaux, combustibles), qui entraînent des émissions élevées de CO₂ et constituent souvent des intrants dans les chaînes de valeur mondiales à forte intensité de carbone (produits métalliques, ciment, engrais ou électricité). L'élan vers la réduction des émissions de carbone pourrait avoir un impact néga-

tif sur les secteurs des exportations des PMA, prévient le document.

Les plus de deux tiers des PMA, dont l'économie dépend de l'exportation de produits de base à fortes émissions de carbone, pourraient être confrontés à de graves contraintes budgétaires et à une perte de production économique si l'extraction de ces produits devait être fortement réduite. Face à la vulnérabilité des économies des PMA, la Cnuced exhorte les partenaires au développement à accorder un traitement spécial et différencié aux PMA en leur fournissant un financement ciblé. Cela implique le respect de leurs engagements en matière de financement climatique et le relèvement de leur niveau d'ambition en matière d'objectifs de financement. Dans le même temps, les PMA ont besoin de politiques nationales pour une transition vers une économie sobre en carbone, en vue de promouvoir l'adoption de technologies et d'innovations vertes et de créer un environnement propice à la mise à niveau technologique et à une innovation plus large. Cela implique aussi une réorganisation de la fiscalité, un redoublement d'efforts pour réduire et éliminer les flux financiers illicites et le réaménagement du rôle des banques publiques de développement et des banques centrales.

N.Nd.



ÉMISSION
D' ACTIONS NOUVELLES
PAR APPEL PUBLIC
À L'ÉPARGNE

INVESTISSEZ à la SCG-Ré, et faites rayonner la Réassurance en Afrique.

NOMBRE D' ACTIONS :
250.000

PRIX DE L' ACTION :
20.000 FCFA

MONTANT DE L' ÉMISSION :
5 Milliards FCFA

PERIODE DE SOUSCRIPTION :
Du 01 au 30 novembre 2022



Arrangeur et Chef de file :



Cotation :



Syndicat de placement :



Conformément aux dispositions régissant l'Appel Public à l'Épargne en zone CEMAC, cette opération a été autorisée par la Commission Régionale de Contrôle des Assurances (CRCA) et par la Commission de Surveillance du Marché Financier de l'Afrique Centrale (COSUMAF), sous le Visa N° COSUMAF-APE-03/22, délivré le 03 octobre 2022.



APPEL PUBLIC À L'ÉPARGNE

La SCG-Ré compte lever cinq milliards FCFA sur le marché d'Afrique centrale

Le directeur général de la Société commerciale gabonaise de réassurance (SCG-Ré), Andrew Gwodog, a lancé le 7 novembre à Brazzaville l'opération d'appel public à l'épargne (APE), sur le marché financier de l'Afrique centrale, pour un montant global de 5 000 000 000 FCFA.

L'opération vise à collecter des fonds afin d'augmenter le capital social de la compagnie de réassurance pour le porter de 10 à 15 milliards FCFA, et de financer le développement de ses activités au-delà du territoire national. Cette vision s'inscrit également dans le cadre de son plan stratégique et de développement 2022-2027.

Le nombre d'actions à émettre sur le marché s'élève à 250 000 pour un prix unitaire de 20 000 FCFA. La période de souscription de l'APE s'étendra jusqu'au 30 novembre prochain et est destinée à toute personne physique ou morale. La souscription peut se faire soit directement auprès de l'arrangeur qui est la société Africa bright securities, soit par internet via le site dédié à l'opération.

« Nous sommes aujourd'hui à Brazzaville, troisième étape de



Le DG de la SCG-Ré lors du lancement de l'appel public à l'épargne DR

notre tournée internationale pour présenter aux investisseurs congolais l'opportunité d'investir dans une société de l'Afrique centrale, de devenir actionnaire », a expliqué le directeur général de SCG-Ré.

Signalons que le management de la SCG-Ré prévoit une rémunération de dividende de l'ordre de 65% et une constitution de fonds propres de l'ordre de 35%, sur la période allant de 2023 à 2027, sous réserve de l'application des dispositions du code des assurances de la Cima.

Créée en 2012, la SCG-Ré a pour mission de gérer, au nom et pour le compte de l'Etat gabonais, la cession légale sur les primes et cotisations des sociétés d'assurances exerçant au Gabon. Elle est aussi chargée de recevoir les acceptations facultatives en réassurances conventionnelles.

Lopelle Mboussa Gassia

MALADIES CAUSÉES PAR L'INACTIVITÉ PHYSIQUE

L'OMS exhorte les gouvernements à prendre des mesures urgentes

Inquiète de la recrudescence des maladies non transmissibles telles que l'obésité, le diabète et les maladies cardiovasculaires causées par l'inactivité physique, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a publié, le week-end dernier, les résultats d'une enquête réalisée sur la question. L'expertise souligne qu'environ cinq cents millions de personnes développeront ces maladies entre 2022 et 2030.

Selon l'expertise de l'institution onusienne, les maladies non transmissibles coûteront très cher aux Etats car elles pourront engendrer des pertes financières énormes au pays, notamment à hauteur de 27 milliards de dollars par an, si les gouvernements ne prennent pas des mesures urgentes. Des mesures qui peuvent encourager la population à pratiquer plus d'activité physique.

Le rapport sur la situation mondiale de l'activité physique 2022 de l'OMS, évalue dans quelle mesure les gouvernements mettent en œuvre les recommandations visant à accroître l'activité physique à tous les âges et à toutes les capacités. Il est noté dans ce document que les progrès allant dans ce sens sont jugés lents. D'autant plus que les données de 194 pays du monde montrent que dans l'ensemble, les progrès sont lents et que les pays doivent accélérer l'élaboration et la mise en œuvre de politiques pour augmenter les niveaux d'activité physique, prévenir ces maladies et réduire la charge pesant sur les systèmes de santé déjà débordés. Selon les statistiques, moins de 50% des pays ont une politique nationale d'activité physique,

dont moins de 40% sont opérationnelles. Seuls 30% des pays disposent de directives nationales en matière d'activité physique pour tous les groupes d'âge. Alors que presque tous les pays font état d'un système de surveillance de l'activité physique chez les adultes. 75% des pays surveillent l'activité physique chez les adolescents et moins de 30% la surveillent chez les enfants de moins de 5 ans. Dans les domaines politiques susceptibles d'encourager les transports actifs et durables, seulement 40% des pays disposent de normes de conception des routes qui rendent la marche et le vélo plus sûrs.

Construire des sociétés plus actives

Exhortant les Etats et les partenaires à utiliser cette enquête comme une alerte pour construire les sociétés plus actives, plus saines et plus justes pour tous, le directeur général de l'OMS, Tedros Adhanom Ghebreyesus, a déclaré: « Nous avons besoin que davantage de pays intensifient la mise en œuvre de politiques visant à aider les gens à être plus actifs grâce à la marche, au vélo,

au sport et à d'autres activités physiques. Les avantages sont énormes, non seulement pour la santé physique et mentale des individus, mais aussi pour les sociétés, l'environnement et les économies ».

Il a, en outre, insisté sur le fait que le fardeau économique de l'inactivité physique est important et le coût du traitement des nouveaux cas de maladies non transmissibles (MNT) évitables atteindra près de trois cents milliards de dollars d'ici à 2030, soit environ vingt-sept milliards de dollars par an. Alors que les politiques nationales de lutte contre les MNT et l'inactivité physique ont augmenté ces dernières années. Car, actuellement 28% des politiques ne seraient pas financées ou mises en œuvre. « Seulement 50% des pays ont mené une campagne de communication nationale ou organisé des événements d'activité physique de masse au cours des deux dernières années. La pandémie de covid-19 a non seulement bloqué ces initiatives, mais elle a également affecté la mise en œuvre d'autres politiques, ce qui a creusé les inégalités d'accès et d'opportunités de s'engager dans une activité

physique pour de nombreuses communautés », a-t-il ajouté. Il a spécifié que pour aider les pays à accroître l'activité physique, le Plan d'action mondial sur l'activité physique 2018-2030 de l'OMS énonce vingt recommandations politiques y compris des politiques visant à créer des routes plus sûres pour encourager un transport plus actif, offrir davantage de programmes et d'opportunités d'activité physique dans des contextes clés, tels que les garderies, les écoles, les soins de santé primaires et le lieu de travail. Parce que, le rapport sur la situation mondiale évalue les progrès des pays par rapport à ces recommandations et montre qu'il reste encore beaucoup à faire. Par exemple, il manque la fourniture d'espaces publics ouverts, d'infrastructures pour la marche et le cyclisme, de sports et d'éducation physique dans les écoles. « Il nous manque des indicateurs approuvés à l'échelle mondiale pour mesurer l'accès aux parcs, aux pistes cyclables, aux sentiers pédestres, même si nous savons que des données existent dans certains pays. Par conséquent, nous ne pouvons pas rendre compte ou suivre la fourniture

mondiale d'infrastructures qui faciliteront l'augmentation de l'activité physique », a déclaré le chef de l'unité de l'activité physique de l'OMS, Fiona Bull.

En conclusion, les auteurs de l'expertise onusienne ont appelé les pays à donner la priorité à l'activité physique comme clé pour améliorer la santé et de lutter contre les MNT. Pour ce faire, ils doivent intégrer l'activité physique dans toutes les politiques pertinentes et développer des outils, des conseils et des formations pour améliorer sa mise en œuvre.

« C'est bon pour la santé publique et économiquement. Nous devons faciliter des programmes inclusifs d'activité physique pour tous et veiller à ce que les gens aient plus facilement accès. Notre rapport lance un appel clair à tous les pays pour une action plus forte et accélérée de la part de toutes les parties prenantes concernées. Travaillant mieux ensemble pour atteindre l'objectif mondial d'une réduction de 15% de la prévalence de l'inactivité physique d'ici 2030 », a conclu le directeur du département de la promotion de la santé à l'OMS, Ruediger Krech.

Rock Ngassakys

MINISTÈRE DU PLAN, DE LA STATISTIQUE
ET DE L'INTEGRATION REGIONALE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

PROJET DE RENFORCEMENT DES
CAPACITES EN STATISTIQUES

AVIS A MANIFESTATION D'INTERÊTS N°004/PSTAT /22 POUR LE RECRUTEMENT D'UN ARCHITECTE

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement additionnel de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) pour la poursuite de la mise en œuvre des activités du « Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT) », et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : « recrutement d'un Architecte ».

2. Objectifs de l'intervention et missions du consultant

Sous la supervision du Coordonnateur du PSTAT, le consultant est sensé fournir des services professionnels sur tout le processus de travail du début de l'exécution à la phase de post-construction.

Le consultant représentera le Maître d'ouvrage dans toutes les descentes et les réunions de chantier. Il devra assurer la supervision efficace desdits travaux et garantir leur bonne fin avec l'appui de la firme recrutée et commise à la mission de surveillance et contrôle des travaux.

Plus spécifiquement, le consultant veillera à la bonne exécution des différents lots retenus dans le contrat de l'entreprise et dans le bordereau quantitatif et estimatif des travaux.

Cette liste non exhaustive des lots à exécuter (cf. termes de référence) par l'entre-

prise devra faire l'objet d'un suivi en termes de qualité d'exécution conformément au devis et au plan d'exécution approuvé par le bureau d'étude.

3. L'Unité de coordination du Projet de Renforcement des Capacités en Statistiques (PSTAT) invite les personnes intéressées à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Elles doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'elles sont qualifiées pour les prestations susmentionnées. Le dossier de candidature comprend : (i) une lettre de motivation ne dépassant pas deux pages; (ii) un curriculum vitae à jour et signé; (iii) les copies des différents diplômes et autres attestations des formations/stages; (iv) les copies des prestations similaires et les attestations des services rendus.

4. Profil du candidat

Le profil recherché pour ledit candidat est le suivant :

- Être un Architecte senior (niveau minimum Bac+5);
- Avoir au moins cinq (05) ans d'expérience en études/conception de projets de construction de bâtiments;
- Avoir un minimum de cinq (5) années d'expérience dans la gestion et/ou la supervision de projets de construction, incluant au moins trois (3) années d'expérience de

gestion / supervision de projets de réhabilitation de bâtiments;

- Avoir expérience de documentation d'administration des contrats, opérations et documentation des coûts pour faciliter des rapports périodiques pour le client.

- Être capable de produire des plans à partir de logiciels tels qu'AUTO CAD;

- Avoir de bonnes connaissances de MS Word, Ms Excel, et Ms Powerpoint

- Avoir au moins une (01) expérience de construction de bâtiments à usage de bureaux;

- Avoir une bonne maîtrise de la langue française; une connaissance de la langue anglaise serait un atout.

5. La sélection du candidat se fera en accord avec les procédures définies dans le Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le Financement de Projets d'Investissements (FPI) de la Banque Mondiale (version de Juillet 2016, révisée en Novembre 2017 et Août 2018).

Elle se déroulera en deux (2) phases : (i) une phase de présélection des candidats par l'établissement d'une liste restreinte des candidats les plus qualifiés pour le poste au regard de l'analyse de leurs CV; (ii) une phase d'interview des candidats présélectionnés sur la liste restreinte. Seul(e)s les candidat(e)s présélectionné(e)s seront contacté(e)s.

6. Les candidats intéressés peuvent obtenir les termes de références de la mission à l'adresse ci-dessous ou par courriel : pstatcongo@gmail.com, de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 16 heures (heures locales) du lundi au vendredi.

7. Les manifestations d'intérêts doivent être écrites en langue française et être déposées à l'adresse ci-dessous ou par courriel au plus tard le jeudi 17 novembre 2022 (à minuit heure locale) et porter clairement la mention du poste sollicité.

8. L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est :

PROJET DE RENFORCEMENT DES CAPACITES EN STATISTIQUES_ UNITE DE COORDINATION DU PROJET, À BRAZZAVILLE, DERRIÈRE L'AMBASSADE DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE AU CONGO, BLOC 1, PARCELLE 70/59 BIS, ARRONDISSEMENT 2 BACONGO
Tél : +242 22 613 31 08; E-Mail : pstatcongo@gmail.com

Fait à Brazzaville le 04 November 2022

Patrick Valéry ALAKOUA
Coordonnateur du PSTAT



AVIS D'APPEL D'OFFRES 23_RFGS_ 232224

Objet :

Sélection d'une société ou cabinet chargé(e) du Recrutement et de la mise à disposition du personnel pour CRS

Date de l'appel d'offres:

8 novembre 2022

Date de clôture pour la réception des manifestations d'intérêt :

22 novembre 2022 à 12 heures

Numéro de référence :

23_RFGS_232224

Catholic Relief Services – United States Conference of Catholic Bishops (« CRS »), est une organisation à but non lucratif enregistrée en vertu des lois du District de Columbia, Etats-Unis d'Amérique, ayant son siège au 228 West Lexington St, Baltimore, Maryland 21201, présent en République du Congo, et avec son bureau situé sur l'avenue du Tribunal, près de l'Ecole Remo Quartier Air Afrique Brazzaville, invite les cabinets/agences et sociétés de la place intéressées par le présent avis, à lui soumettre des propositions d'offres en vue de nouer un partenariat pour le recrutement et la mise à disposition de personnel pour CRS durant l'exercice 2023 qui commence le 1er Octobre 2022 et échoit le 30 septembre 2023.

Les offres doivent contenir :

- 1-Les Documents administratifs
- 2-Une Offre Technique
- 3-Une offre Financière

L'offre technique devra contenir les éléments ci-dessous :

- La liste des expériences dans le recrutement

et la mise à disposition du personnel, appuyée par des preuves (contrats, certificats de bonne exécution, etc.). Les candidats devront disposer d'au moins 5 ans d'expérience professionnelle pertinente dans l'exécution des prestations similaires.

- La liste du personnel proposé par le soumissionnaire avec leurs CVs respectifs;
- Le processus de publication des avis de recrutement (site d'emploi, ACPE, affichage, réseaux sociaux),
- La description du processus transparent et rigoureux d'analyse des candidatures reçus et jusqu'à la sélection et soumission à CRS pour validation,
- La proposition de couverture d'assurance maladie offerte au personnel recruté,
- Description des démarches pour l'obtention de cartes de CNSS pour le personnel,
- Une preuve de sante financière, notamment un relevé de compte bancaire qui permettra de remettre un chèque de garantie à CRS en cas de mise à disposition de personnel.

Les détails sur la composition des offres sont fournis dans le dossier d'appel d'offre.

Les candidats intéressés peuvent retirer le dossier d'appel d'offre au bureau de CRS sis Près de l'Ecole Remo, Avenue du Tribunal, Quartier Air Afrique, Centre-ville, Brazzaville. Ils peuvent également en faire la demande par email sur bidcg@crs.org. Les offres peuvent être soumises manuellement au bureau de CRS ou par voie électronique à l'adresse ci-dessus indiquée au plus tard le 22 novembre 2022 à 12h00.

PROGRAMME NATIONAL DE LUTTE CONTRE LE PALUDISME

Ensemble et avec l'effort de tous, l'élimination du paludisme est possible !

N° _____ /MSP /CAB/UCPP/PNLP-22

AVIS D'APPEL À CANDIDATURE POUR LE RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT NATIONAL POUR REVISER LE MANUEL

Dans le cadre de la mise en œuvre de la subvention NFM3 (2021-2023) de lutte contre le paludisme, la Tuberculose et le VIH-Sida, le Programme national de lutte contre le paludisme, PNLP en sigle, recrute un (e) consultant (e) national (e) pour la revue du manuel de procédures du Programme National de Lutte contre le Paludisme.

Les termes de références spécifiques au poste, pour les candidat (e)s intéressé (e)s, sont à retirer avant le 17/11/2022 à l'adresse suivante :

Bureau du Programme national de lutte contre le paludisme (PNLP) sis dans l'enceinte du service d'hygiène et de la promotion (Avenue de la morgue de CHU).

Ou vous adresser par E.mail : secretariat@pnlp.cg en copie yvette.okouba@pnlp.cg

La remise des dossiers de candidature physique est fixée au 21/11/2022 à 16 heures précises.

Fait à Brazzaville le 04/11/2022

La direction du PNLP

KOLWEZI

Un atelier sur le traitement de l'information électorale

Les professionnels des médias de la ville de Kolwezi, dans la province de Lualaba, ont pris part le 4 novembre à un atelier de formation organisé par l'Observatoire de la liberté de la presse en Afrique (Olpa), sur le traitement de l'information électorale.

Sous la co-facilitation de Chancelle Nsingi et Omega Lenge, respectivement secrétaire exécutive par intérim de l'Olpa et journaliste à Blessing Radiotélévision émettant à Kolwezi, l'activité a connu trois interventions. Le premier à prendre la parole, Felly Mbenga, directeur adjoint de la Communication et Initiation à la nouvelle citoyenneté de la province de Lualaba, il a axé sa communication sur l'« *Accompagnement de la presse locale par les autorités provinciales de Lualaba : état des lieux et perspectives* ». Il a rappelé aux journalistes de Lualaba leur rôle, les invitant à un traitement responsable du processus électoral et à œuvrer en étroite collaboration avec la Centrale électorale ainsi qu'avec l'institution qu'il dirige. Il a aussi conseillé aux journalistes d'être une « *église au milieu du village* », estimant que cette attitude aidera le gouvernement provincial à les accompagner pendant les échéances électorales.

Le respect des règles d'éthique et de déontologie

De son côté, le président de la Commission de discipline et d'éthique professionnelle de la section provinciale de l'Union nationale de la presse



Photo de famille/DR

du Congo (UNPC/Lualaba), Gomer Dipang, s'est appesanti sur « *La problématique de la liberté de la presse dans la province de Lualaba* ». Parlant de la période comprise entre 2021 et 2022, il a énuméré quelques dérapages décriés qui sont notamment des propos injurieux, imputations dommageables, mensonges, accusations sans preuves, la déformation des faits véhiculés par les médias traditionnels et les réseaux sociaux, etc. Pour lui, l'UNPC/Lualaba fait face à plusieurs défis d'ordre existentiel, dont la première difficulté s'apparente au manque d'adresse physique.

Il a noté que cet aspect est le reflet direct de la santé financière précaire de la corporation. La seconde difficulté est, selon lui, liée à la non-maîtrise des effectifs au sein de la corporation.

Comme perspectives, l'UNPC/Lualaba est appelée à identifier ses membres, élaborer un annuaire téléphonique des journalistes pour se mettre à l'abri des usurpateurs de la fonction qui s'annoncent très actifs en période cruciale des élections.

Le secrétaire exécutif provincial de la Commission électorale nationale indépendante (Céni)/Lualaba, Jean-Paul

Tshikind Kadang, s'est quant à lui penché sur le « *Regard critique de la centrale électorale sur la couverture des élections passées et pistes de solution* ». Il a évoqué les points forts et faibles de la couverture médiatique des élections passées dans la province de Lualaba. S'agissant des points forts, il a énuméré l'existence des radios communautaires dans toutes les antennes de la Céni, l'excellente relation entre différents médias de la province et l'implication active des radios communautaires à travers toutes les antennes. S'agissant des points faibles, il a déploré l'activisme des mé-

dias uniquement pendant la période de la campagne électorale, le manque de contacts permanents des responsables des médias avec la Centrale électorale et la politisation de la majorité des médias.

Jean-Paul Tshikind Kadang a exhorté les journalistes à être en contact permanent avec les responsables de la Céni pour avoir des informations exactes sur l'évolution du processus électoral, avoir des thèmes sur lesquels ils doivent informer la population pour éviter de distiller de fausses informations sur les élections...

Lors des travaux en groupes, le premier a planché sur le thème « *Médias de Lualaba face au processus électoral en RDC* » et le second sur la collaboration médias-Céni-autorités provinciales-société civile de Lualaba. Dans les recommandations, les participants ont notamment appelé à faciliter la communication entre la Centrale électorale et les journalistes, à multiplier les séances de formation à leur intention, à garantir la sécurité des journalistes lors des élections, à sensibiliser les responsables des médias à l'impartialité des journalistes durant les échéances électorales, à mettre en place une cellule de communication de la Céni/Lualaba, ...

Lucien Dianzenza

MINERAIS

Deux mines congolaises dans le Mining Intelligence

Tenke Fugurume et Kamoakakula figurent dans le top dix du dernier classement des métaux les plus précieux au monde.

Le dernier classement de Mining Intelligence est le résultat d'une compilation des données collectées dans dix mines de métaux de base et métaux précieux les plus riches au monde. L'exercice a consisté simplement à calculer la valeur globale des ressources minérales sur la base des prix en vigueur. Il en ressort que deux mines congolaises exploitant le cuivre, en l'occurrence Tenke Fugurume (7e place) et Kamoakakula (9e place), sont citées dans ce classement international. Dans la foulée, l'étude révèle également que les vingt principales mines de cuivre au monde ont une moyenne d'âge de près de 100 ans depuis leur découverte initiale. Autres détails importants repris, quelques gisements géants contribuent à alimenter la croissance de l'industrie mi-

nière dans le monde.

Aujourd'hui, Tenke Fugurume exploite la plus grande mine de cuivre du pays, représentant le 1/5 de la production congolaise. Sa découverte remonte à 1970. Quant à l'autre mine, celle de Kamoakakula, elle se distinguerait par sa jeunesse, dit-on. En effet, la première production n'a démarré qu'en mai 2021. En outre, la mine regorge le gisement de cuivre à haute teneur découvert pour la première fois dans les années 2000. Il faut préciser également que la République démocratique du Congo est le premier producteur africain de cuivre (5 % de la production mondiale), devant d'autres pays miniers comme la Zambie. Le pays occupe la première place dans la production de cuivre en Afrique et la cinquième place au monde



Usine de traitement de cuivre et cobalt de Tenke Fugurume/DR

après d'autres grands producteurs tels le Chili, le Pérou, la Chine et les États-Unis d'Amérique.

A Kinshasa, l'étude contribue à relancer le débat sur la question des chiffres. Si les réserves

minières sont importantes et diversifiées, il faut reconnaître que l'évolution de la production et les positions des principales entreprises étrangères continuent de faire l'objet d'un

« *flou artistique* ». Des experts déplorent une réelle opacité du secteur et la non publication systématique des concessions octroyées.

Laurent Essolomwa



Projet d'Appui au Climat des Investissements et à la Gouvernance Sectorielle Forêt-Bois (PACIGOF)
AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (SERVICES DE CONSULTANTS-FIRMES)
 AMI N°07 PPM-/MPSIR/UCP-PACIGOF-2022



Secteur : Gouvernance économique et Réformes financières
 Référence de l'accord de financement : Prêt FAD 2000130013732
 N° d'identification du Projet : P-CG-KZO-001

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement du Fonds Africain de Développement afin de couvrir le coût du Projet d'Appui au Climat des Investissements et à la Gouvernance Sectorielle Forêt-Bois « PACIGOF », et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financier le contrat relatif au Recrutement d'un cabinet de consultants chargé de réaliser une étude pour le Développement et l'amélioration de la transformation artisanale du bois en République du Congo.

2. Les services prévus au titre de contrat comprennent essentiellement la contribution à gestion durable des ressources ligneuses et à la diversification de l'économie nationale. De manière spécifique, il s'agira de : (i) Constituer un groupe pilote d'Artisans, (ii) Initier ledit groupe à l'usage des équipements et au mode de gouvernance et (iii) Structurer le pôle artisanal de la filière bois. La durée de mission est de douze (12) mois. Voir les Termes de Référence pour plus d'informations.

3. L'Unité de Coordination du Projet (PACIGOF) / Ministère du Plan, de la Statistique et de l'Intégration Régionale, invite les Consultants (firmes) à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations susmentionnées (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions semblables, disponibilité de personnel qualifié et expérimenté, etc.). Les consultants peuvent s'associer pour augmenter leurs chances de qualification. L'intérêt manifesté par un consultant n'implique aucune obligation de la part du projet PACIGOF de le retenir sur la liste restreinte.

4. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, édition 2008, révisée en Juillet 2012, qui sont disponibles sur le site web à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

5. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (TDRs notamment) à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture des bureaux suivantes : 08 heures 00 à 16 heures 00 (heure locale TU+ 1) du lundi au vendredi.

6. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 21 novembre 2022 à 12 h 00, (heure locale TU+ 1) et portées expressément la mention suivante : « AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT N°07-PPM/MPSIR/UCP-PACIGOF-2022-RECRUTEMENT D'UN CABINET DE CONSULTANTS CHARGÉ DE REALISER UNE ETUDE POUR LE DEVELOPPEMENT ET L'AMELIORATION DE LA TRANSFORMATION ARTISANALE DU BOIS EN REPUBLIQUE DU CONGO », ou transmis par mail en format PDF à l'adresse ci-après :

Unité de Coordination du PACIGOF

A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur du PRODIVAC

N° 13 de la rue Duplex, secteur Blanche Gomez Brazzaville-Congo

Tél : (242) 04 464 31 31 / 06 612 76 84 /

E-mails : pacigofcongo@gmail.com / pat.2016.otonghos@gmail.com.

Fait à Brazzaville le, 07 novembre 2022

Le Coordonnateur du PACIGOF
Benoît NGAYOU

Projet d'Appui au Climat des Investissements et à la Gouvernance Sectorielle Forêt-Bois (PACIGOF)
AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT (SERVICES DE CONSULTANTS-FIRMES)
 AMI N°08 PPM-/MPSIR/UCP-PACIGOF-2022

Secteur : Gouvernance économique et Réformes financières
 Référence de l'accord de financement : Prêt FAD 2000130013732
 N° d'identification du Projet : P-CG-KZO-001

1. Le Gouvernement de la République du Congo a reçu un financement du Fonds Africain de Développement afin de couvrir le coût du Projet d'Appui au Climat des Investissements et à la Gouvernance Sectorielle Forêt-Bois « PACIGOF », et a l'intention d'utiliser une partie des sommes accordées au titre de ce prêt pour financier le contrat relatif au Recrutement d'un cabinet de consultants chargé de l'opérationnalisation de la norme PAFC-Bassin du Congo.

2. Les services prévus au titre de contrat comprennent essentiellement la contribution à la consolidation et à l'accélération du processus de certification systématique des concessions forestières. De manière spécifique, il s'agira de : (i) Former les référents des entreprises au fonctionnement et audits au schéma PAFC BC, (ii) Accompagner l'appropriation du schéma PAFC-BC par les entreprises et (iii) Sensibiliser les parties prenantes sur la certification PAFC Congo. La durée de mission est de douze (12) mois. Voir les Termes de Référence pour plus d'informations.

3. L'Unité de Coordination du Projet (PACIGOF) / Ministère du Plan, de la Statistique et de l'Intégration Régionale, invite les Consultants (firmes) à présenter leur candidature en vue de fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent produire les informations sur leur capacité et expérience démontrant qu'ils sont qualifiés pour les prestations susmentionnées (documentation, référence de prestations similaires, expérience dans des missions semblables, disponibilité de personnel qualifié et expérimenté, etc.). Les consultants peuvent s'associer pour augmenter leurs chances de qualification. L'intérêt manifesté par un consultant n'implique aucune obligation de la part du projet PACIGOF de le retenir sur la liste restreinte.

4. Les critères d'éligibilité, l'établissement de la liste restreinte et la procédure de sélection seront conformes aux « Règles et Procédures pour l'utilisation des Consultants » de la Banque Africaine de Développement, édition 2008, révisée en Juillet 2012, qui sont disponibles sur le site web à l'adresse : <http://www.afdb.org>.

5. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations complémentaires (TDRs notamment) à l'adresse mentionnée ci-dessous aux heures d'ouverture des bureaux suivantes : 08 heures 00 à 16 heures 00 (heure locale TU+ 1) du lundi au vendredi.

6. Les expressions d'intérêt doivent être déposées à l'adresse mentionnée ci-dessous au plus tard le 21 novembre 2022 à 12 h 00, (heure locale TU+ 1) et portées expressément la mention suivante : « AVIS À MANIFESTATION D'INTÉRÊT N°08-PPM/MPSIR/UCP-PACIGOF-2022-RECRUTEMENT D'UN CABINET DE CONSULTANTS CHARGÉ DE L'OPERATIONNALISATION DE LA NORME PAFC-BASSIN DU CONGO », ou transmis par mail en format PDF à l'adresse ci-après :

Unité de Coordination du PACIGOF

A l'attention de : Monsieur le Coordonnateur du PRODIVAC

N° 13 de la rue Duplex, secteur Blanche Gomez Brazzaville-Congo

Tél : (242) 04 464 31 31 / 06 612 76 84 /

E-mails : pacigofcongo@gmail.com / pat.2016.otonghos@gmail.com.

Fait à Brazzaville le, 07 novembre 2022

Le Coordonnateur du PACIGOF

Benoît NGAYOU

DANSE

La compagnie Mboloh à l'espace culturel Yaro

Basée entre la France (La Rochelles) et le Gabon (Libreville), la compagnie Mboloh est montée le 4 novembre sur la scène de l'espace culturel Yaro, à Pointe-Noire, pour présenter son spectacle de danse contemporaine, un diptyque chorégraphique sous la direction du chorégraphe gabonais Peter Nkoghé, qui réunit quatre nationalités.

La prestation de la compagnie Mboloh entre dans le cadre d'une tournée-rencontre initiée par l'Institut français du Gabon qui l'a conduite d'abord à Abidjan, puis en Côte d'Ivoire et au Niger et enfin au Congo. Le spectacle est une création trans-culturelle de Peter Nkoghé, directeur artistique de cette compagnie. Il est constitué de deux volets présentés par ce dernier avec trois autres danseurs et chorégraphes de nationalités différentes. Il s'agit de la Française Alima Rolland, de l'Ivoirien Jean Luc Okou et du Camerounais Cara Serayet. Les chorégraphies sont accompagnées des musiques originales combinant sons africains, urbains et autres, avec Olivier Crochet à la régie.

Le premier volet du spectacle, intitulé «Ce que tu vois n'est pas ce que tu crois», porte sur l'acceptation des différences. Sur le fond de scène sombre s'affiche la phrase : «Accepter sa différence, c'est aimer celle des autres». Puis une voix s'élève dans le public, un



De gauche à droite, Peter Nkongué, Cra Serayet, Alima Rolland et Jean-Luc Okou lors du spectacle à l'espace Yaro/Adiac

homme marche, monte sur la scène où il achève son discours. L'homme, c'est Peter Nkoghé. C'est ainsi que commence ce volet du spectacle. En solo, énergique et expressif, à travers des mouvements d'abord lents puis saccadés, l'artiste, jouant tantôt avec des sacs, tantôt avec une table, appelle à l'acceptation des autres avec leurs différences, à vaincre les malentendus. Comme au début

du spectacle, avant la fin du volet, un autre message s'affiche sur le fond de scène : «Au fond, nous sommes tous des malentendus, malvoyants... C'est difficile d'apprendre à voir et à écouter». Et sur la table installée sur scène, l'artiste dévoile un dernier message : « Accès interdit à toute personne étrangère ». « Ce que tu vois n'est pas ce que tu crois » est inspiré d'une nouvelle de Sylvie Germain «Le

chineur de merveilles», a confié le chorégraphe. Inspiration qui a donné ce spectacle impressionnant.

Le second volet du spectacle, le trio «C'est en marche» avec Alima Rolland, Jean Luc Okou et Cara Serayet. Sur scène, les trois artistes, avec des mouvements bien exécutés, bien synchronisés et harmonisés, évoquent les maux qui minent les sociétés, appellent à y re-

sister et interpellent à réfléchir sur les questions urgentes afin de trouver des solutions pour mieux avancer. Les corps des artistes s'entremêlent, se séparent, se rencontrent, se tordent... Les gestes sont bien calculés et bien exécutés. Dynamisme, vigueur, complicité et émotions se mêlent pour transporter dans l'univers de ce beau spectacle le public qui, au terme des deux volets, a exprimé sa satisfaction par des ovations prolongées.

Notons que ce spectacle est le résultat d'un travail qui a nécessité deux ans de réflexion, de recherches et plusieurs résidences. Au cours des échanges intervenus au terme de ce diptyque, Peter Nkoghé a insisté sur l'urgence à agir face aux crises qui paralysent la société et à trouver des solutions. Le chorégraphe a appelé «à résister face aux maux qui minent le monde, aux discriminations et jugements par rapport à la couleur de la peau ou à la classe sociale et autres».

Lucie Prisca Condhet N'Zinga

SPECTACLE

« Bidilu ya zamba », un engagement artistique pour protéger la planète

« Bidilu ya zamba », en français « Les pleurs de la forêt », est un spectacle qui vise à rendre hommage aux forêts équatoriales en vue de susciter plus d'engagement dans la lutte contre la déforestation.

Organisé dans le cadre du Forest festival, « Bidilu ya zamba » est une création musicale originale et inédite, véritable ode à la forêt qui a émerveillé le public, le 4 novembre dernier, à l'Institut français du Congo. Créé avec humilité et bienveillance, ce spectacle interroge les rapports de l'humain à son environnement et réveille les consciences concernant les phénomènes qui mettent en péril la forêt et par conséquent l'humanité. Un engagement tant artistique que citoyen pour la protection de la planète.

Décor, fond sonore, lumière, habillement, présence scénique, paroles... tout était réfléchi au millimètre près pour plonger les spectateurs dans l'univers de la forêt. On retrouvait sur scène : Mariusca la slameuse, Christian Ki-Bongo le faiseur des sons, Muleck le percussionniste, Séraphin

Nkounkou le pianiste, papa François et sa harpe ainsi que Clément le rappeur de la communauté autochtone Aka venu spécialement d'Enyellé. Le spectacle « Bidilu ya zamba » s'est ouvert par le titre « Limbisa ngai », une sorte de confession à l'égard de la nature, interprété au rythme du slam et de la rumba. S'en est suivi un autre morceau qui fait la mise au point de la réalité actuelle du monde : déforestation, sécheresse, feu de brousse, etc.

La suite du spectacle « Bidilu ya zamba » a notamment donné la voix aux peuples autochtones d'exprimer aussi leurs ressentis sur la déforestation car le phénomène touche beaucoup leur communauté, les délogeant de leur habitat naturel. « Et très souvent, on en parle peu alors qu'aujourd'hui le changement climatique affecte tout le



Les artistes sur scène déployant le spectacle « Bidilu ya zamba » DR

monde. Qu'on soit Bantu, autochtone... D'où le fait de s'engager ensemble. Le but de ce spectacle est donc de sensibiliser la masse aux questions liées à la protection de l'environnement. En même temps, défendre les droits des autochtones et de cette nature qui nous donne tout mais que souvent nous n'avons pas conscience

de la nécessité de la protéger », a souligné Mariusca Moukengue.

Assistant à ce spectacle, l'ambassadeur de l'Union européenne au Congo, Giacomo Durazzo, a salué l'initiative et la prouesse des artistes qui ont livré une création musicale pleine de poésie et de fortes paroles pour susciter des émotions et de l'engage-

ment autour de la question de la conservation des forêts. « L'homme ne fait pas suffisamment d'efforts pour les protéger car il les exploite de manière irrationnelle. Merci aux artistes car ce genre d'initiative sert d'inspiration pour tout le monde à tous les niveaux. La lutte continue ! », a-t-il dit.

Merveille Atipo

IN MEMORIAM



8 novembre 2019 - 8 novembre 2022, voici trois ans que disparaissait notre fils, frère, oncle et père Moïse Gautier Inouimba Boukinda.

Le temps passe mais la pensée reste.

Notre très cher Lieutenant, tu nous as quittés trop tôt mais nous ne t'avons pas oublié.

En ce jour de souvenir, nous te réitérons toutes nos pensées d'amour.

La flamme de ton amour brûlera toujours dans nos cœurs et ton souvenir restera à jamais gravé dans nos mémoires.

Donnez-lui, Seigneur, le repos éternel et que la Lumière sans déclin brille pour lui dans la paix et la joie.

NÉCROLOGIE

Jean Gokaba, les enfants Nianga et la grande famille Afoueya informent les parents, amis et connaissances, du décès de M. Prosper Nianga Ondongo, survenu le mercredi 26 octobre 2022, à Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au domicile de l'illustre disparu sis au n°45 rue Kassaï à Poto-Poto. (Réf : arrêt MUCODEC, avenue de France).

Le programme des obsèques se présente comme suit :

Mardi 8 novembre:

15h00: levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville ;

16h00 : recueillement au domicile familial ;

17h00 : animation culturelle ;

Mercredi 9 novembre

12h00 : départ de la dépouille pour Ngania par hélicoptère ;

Jeudi 10 novembre

12h00 : inhumation au cimetière familial

Vendredi 11 novembre

Visite de la pierre tombale et retour des délégations à Brazzaville.



Parfait Wilfried Douniama, journaliste aux Dépêches de Brazzaville, Pascal Tsongo-Elenga, directeur départemental de l'Agriculture de la Cuvette-Ouest, Bessemer Ibsen Tsono, professeur de Français au lycée Thomas-Sankara B, les enfants Tsono et la famille Obambi-Ossoh ont la profonde douleur d'informer les parents, amis et connaissances du décès de la veuve Tsono Pierre, née Egnanga-Obambi Collette, survenu le 28 octobre 2022.

NB : L'inhumation a eu lieu le lundi 31 octobre 2022 au cimetière de la cathédrale Saint Pie X de Gamboma, département des Plateaux.



COMMUNIQUÉ NÉCROLOGIQUE



La Famille Mabona

A la profonde douleur d'informer les parents de bokouele, ehota, lipounou, libala, bouegni, mossaka, pointe noire ainsi que ceux de Brazzaville du décès de

GEORGES MABONA,

ce samedi 05 novembre 2022 à paris en france

La veillée mortuaire se tient au domicile familial situé au 27, 29 de la rue bandas a poto poto, quartier sénégalais. La date de l'inhumation sera communiquée ultérieurement.



**ABONNEZ VOUS
GRATUITEMENT**

www.adiac-congo.com/content/newsletter



SAISISSEZ LE LIEN

OU



SCANNEZ
LE QR CODE

CHAMPIONNAT NATIONAL DIRECT LIGUE 1

AS JUK tient l'Etoile du Congo en échec

Les Stelliens ont été accrochés par l'Association sportive Jeunesse unie de Kintélé (JUK) 0-0, en clôture de la troisième journée de la compétition.

L'appétit vient en mangeant. Au fil des journées, le promu est en train de le prouver. Sans complexe, il arrive à justifier que sa présence à l'élite n'est pas le fruit du hasard. L'AS Juk est invaincue après trois journées. Seules l'Etoile du Congo et la Jeunesse sportive de Talangaï (JST) le sont également en attendant que les Diables noirs, dont les deux derniers matches ont été repoussés, puissent se mettre à jour.

Son baptême de feu se passe parfaitement bien. Après avoir respectivement battu l'AS Cheminots et V Club, l'AS Juk a laissé une bonne impression le 6 novembre en luttant à armes égales avec l'Etoile du Congo. Le mérite lui revient d'avoir

obligé les Stelliens à lâcher leurs premiers points. C'est une contre-performance pour

l'Etoile du Congo et un exploit pour AS Juk.

Les deux équipes qui partagent le même nombre de points (sept) ont été rejointes par la JST qui s'est imposée à Dolisie, devant l'AC Léopards, sur un score étriqué d'un but à zéro.

Ayant concédé sa première défaite de la saison, les Fauves du Niari sont relégués à la quatrième place avec six points. Avec un match en retard, BNG est revenue à la hauteur de l'AC Léopards grâce à sa victoire à Pointe-Noire 1-0, devant V Club

Mokanda. C'est la troisième défaite en autant de matches pour le club ponténégrin se retrouvant reléguable.

L'AS Otohô a signé sa première victoire en infligeant une défaite de 2-0 au FC Kondzo qui tisse le mauvais coton depuis le début de la saison. Faria Ondongo et Junior Elenga sont les buteurs de l'AS Otohô. L'Interclub a lui aussi pris le meilleur sur Patrochage Sainte-Anne 2-0, grâce à Mankou et Mouniengue. Le FC Nathalys et l'AS Cheminots ont fait jeu égal 1-1. Les Cheminots enregistrent leur premier point alors que FC Nathalys marche lui aussi au ralenti (deux points sur les neuf possibles).

Le match Diables noirs-Cara a été reporté à cause du match aller du tour de cadrage qui mettait aux prises La Passe aux vainqueurs de la Coupe du Congo.

James Golden Eloué



AS Juk

LIGUE DES CHAMPIONS

Revanche Real-Liverpool et nouveau choc Bayern-PSG au menu des 8^{es} de finale

Avec la revanche de la finale de l'an dernier, Real Madrid-Liverpool, et de celle de 2020, Bayern Munich-Paris Saint-Germain, le tirage au sort des 8^{es} de finale de la Ligue des champions a accouché de deux superbes affiches, lundi.



Le tirage au sort a eu lieu ce lundi à Nyon/AFP

Nous y revoilà ! Moins d'un an après son triomphe au Stade de France (1-0), sur un but de Vinicius, la Maison Blanche, quatorze fois championne d'Europe, retrouve les Reds, six fois vainqueurs de la C1, la dernière en 2019.

Après leur parcours incroyable la saison dernière, où les Madrilènes avaient tremblé à chaque tour pour finalement venir à bout du PSG, de Chelsea et de Manchester City, ils croisent un Liverpool en difficulté en Championnat

d'Angleterre (8e), mais qui retrouve souvent les vertus du «gegenpressing» cher à son entraîneur, Jürgen Klopp, lors des soirées européennes.

La Coupe du monde (20 novembre-18 décembre) sera passée par là et aura modifié l'élan ainsi que la forme des uns et des autres, d'ici aux huitièmes de finale, programmés les 14, 15 et 21, 22 février, pour les matches allers, et les 7, 8 et 14, 15 mars pour les retours.

Retrouvailles de luxe aussi

pour le PSG et le Bayern Munich. Les Bavarois ont remporté la finale 2020, à Lisbonne (1-0), sur un but de Kingsley Coman, formé à Paris.

«L'opportunité d'une revanche»

Mais la saison suivante, le club français avait pris une éclatante revanche en quarts de finale, s'imposant à Munich (3-2) avant de résister au Parc des Princes (défaite 1-0) au bout de deux chocs d'une férocité intense.

Toujours en quête d'une première «coupe aux grandes oreilles», le PSG n'a décidément pas la main heureuse au tirage au sort. L'an dernier, il avait hérité du Real en 8es de finale.

L'équipe de Lionel Messi, Neymar et Kylian Mbappé peut regretter de s'être fait doubler par Benfica à la dernière seconde pour la première place de son groupe: le géant de Lisbonne est tombé lui sur un outsider, le Club Bruges.

«Je me rappelle d'une discussion avec les joueurs après (le match à) Turin: ça va être le Bayern», a souri le conseiller football du PSG, Luis Campos, au micro de beIN Sport. «C'est l'opportunité d'une revanche de la finale perdue, de démontrer au monde que nous avons un grand coach et pratiquons un grand jeu», a-t-il ajouté.

Inter-Porto, sous le signe de Mourinho

Sur la route de la finale, le 10 juin à Istanbul, les autres affiches des 8es de finale proposent deux duels entre anciens vainqueurs de la Ligue des champions: le Borussia Dortmund (1997) ferraille avec Chelsea (2012, 2021)

et l'Inter Milan (1964, 1965, 2010) affronte le FC Porto (1987, 2004). José Mourinho a remporté sur le banc les deux dernières C1 de ces deux clubs.

Manchester City, en quête comme le PSG de sa première victoire en C1, affronte le RB Leipzig. Marco Rose, le technicien allemand, va pouvoir se frotter à son modèle, Pep Guardiola, qui a échoué en finale en 2021 contre Chelsea (1-0).

AC Milan-Tottenham permet à Antonio Conte, l'entraîneur des Spurs, de revenir en Italie, et aux gardiens numéro un et deux de l'équipe de France, Hugo Lloris (Tottenham) et Mike Maignan (Milan), de s'affronter directement.

Enfin le Napoli, impressionnant en phase de poules, va essayer contre Francfort d'atteindre pour la première fois de son histoire les quarts de finale de la C1, après avoir échoué en 8es en 1991, 2012, 2017 et 2020.

L'Eintracht lui n'avait disputé qu'une seule Coupe des champions avant cette année, et avait atteint la finale en 1960, battu par le Real Madrid (7-3) et un quadruplé de Ferenc Puskas.

Avec AFP

JOURNÉE NATIONALE DE L'ARBRE

Le président de la République n'a pas manqué le rendez-vous

Dans le cadre de la célébration de la 36e Journée nationale de l'arbre, sur le thème « La planète a besoin de nous, plantons les arbres », le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, a procédé au planting sur le site du port d'Oyo, dans le département de la Cuvette, où une étendue de deux hectares (d'une densité de 400 tiges, 800 plants) a été réservée pour l'événement. Le wéngé est l'espèce plantée.

La Journée nationale de l'arbre a été instituée en 1984 par le président Denis Sassou N'Guesso. Mais les initiatives de planting ont précédé la loi, a souligné le chef de l'Etat. « Nous avons commencé le combat du reboisement bien avant l'adoption de la loi. Nous avons réussi le bouturage et le clonage des eucalyptus dont des millions ont été plantés autour de Pointe-Noire dans les années 1980. A cette époque, nous parlions déjà de la protection de la forêt du bassin du Congo », a-t-il indiqué.

Denis Sassou N'Guesso estime qu'il s'agit là d'un message fort au moment où se tient la 27e Conférence des Nations unies sur le climat, en Egypte, dont les travaux ont débuté le 6 novembre courant.

Le président Denis Sassou N'Guesso plantant un arbre DR



Rominique Makaya

S'UNIR OU PÉRIR

Les grands de ce monde tancés à la COP

Le monde va droit au « suicide collectif » si vous n'agissez pas vite et fort face à la crise climatique qui s'accélère, a lancé lundi le patron de l'ONU aux grands de ce monde venus s'exprimer devant la conférence climat en Egypte.

« L'humanité a un choix : coopérer ou périr. C'est soit un Pacte de solidarité climatique soit un Pacte de suicide collectif », a lancé Antonio Guterres aux 100 chefs d'Etat et de gouvernement réunis à Charm el-Cheikh au début de la COP27.

« Nous sommes sur l'autoroute vers l'enfer climatique avec le pied toujours sur l'accélérateur », a encore lancé le secrétaire général, dont les avertissements sur la gravité de la crise climatique deviennent de plus en plus stridents. Car face à l'urgence, il s'agit de mettre le maximum de pression sur les pays pour qu'ils renforcent la lutte contre le réchauffement. C'est « La question déterminante de notre temps », qu'il serait « inacceptable, scandaleux et autodestructeur » de reléguer « au second plan », a-t-il martelé.

Les engagements actuels sont pourtant loin d'être à la hauteur des objectifs de l'accord de Paris de 2015, pierre angulaire de la diplomatie climatique. A savoir contenir le réchauffement de la planète nettement sous +2°C, et si possible à +1,5°C. Les dernières contributions nationales, si elles étaient pour une fois pleinement respectées, laisseraient au mieux le monde sur une trajectoire de +2,4°C d'ici à la fin du siècle, selon l'ONU. Et avec les politiques menées actuellement, c'est une catastrophe +2,8°C qui se profile.

Une des hypothèses pesant sur la lutte climatique est le regain de tensions entre la Chine et les Etats-Unis. Leurs présidents ne se croiseront pas à Charm el-Cheikh mais devraient se voir la semaine prochaine à Bali, au G20. Le patron de l'ONU les a appelés à assumer leur « responsabilité particulière » en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre comme de solidarité financière. Le président français a également appelé les pays riches non-européens à payer leur part. Ce volet des finances, notamment l'aide des pays riches aux plus pauvres, les moins responsables des émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement mais souvent les plus exposés aux impacts, est un des dossiers les plus épineux de cette COP27.

Pour la première fois, la question du financement des dommages déjà causés par le réchauffement sera à l'agenda officiel d'une COP. Ils se comptent déjà en dizaines de milliards de dollars - plus de 30 par exemple pour les récentes inondations qui ont mis sous l'eau un tiers du Pakistan - et devraient croître fortement.

Les pays vulnérables réclament un mécanisme de financement spécifique. Les plus riches n'ont toujours pas tenu leur engagement de fournir en 2020 aux plus pauvres 100 milliards de dollars par an d'aide pour la réduction des émissions et l'adaptation aux effets du changement climatique.

La Rédaction

ELIMINATOIRES CAN U-23

Cyrille Donga croit en la qualification du Congo

Le sélectionneur des Diabes rouges des moins de 23 ans reste persuadé que si les conditions de préparation sont réunies le Congo assurera contre l'Afrique du Sud sa qualification historique pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des nations (CAN) des moins de 23 ans.

Cyrille Donga a évoqué devant la presse nationale la double confrontation du mois de mars du troisième et dernier tour des éliminatoires de la CAN des moins de 23 ans contre l'Afrique du Sud dont le vainqueur disputera la compétition au Maroc en 2023, qualificative aux Jeux Olympiques de Paris 2024. Après avoir créé la sensation à Radès face à la Tunisie, le sélectionneur des U-23 veut faire durer le plaisir jusqu'au prochain match.

Convaincu que le plus dur reste à venir, il a reconnu que le temps est largement suffisant pour bâtir une équipe compétitive, capable d'aller défendre les couleurs nationales en Afrique du Sud pour venir assurer sa qualification à la maison. Pour rêver mieux, a-t-il insisté, il faut bien affûter les armes.

« C'est une chose possible mais j'invite les instances qui dirigent le football congolais à ne négliger aucun détail dans la préparation qui est très importante. Il faut que nous soyons dans les conditions optimales pour bien préparer ce match, parce que nous sommes à un pas de la qualification. Ce serait dommage que le Congo soit absent à cette CAN des moins de 23 ans. Chacun doit apporter sa pierre à l'édifice. A l'unisson, si les conditions requises sont en place pour



Cyrille Donga donnant les consignes aux joueurs Adiac préparer ce match, je reste très optimiste qu'on va se qualifier », a-t-il assuré.

Pour ce match contre l'Afrique du Sud, Cyrille Donga sera privé de son buteur Déo Gracias Bassinga. Le joueur diabolin avait écopé d'un carton rouge, après avoir inscrit le but de la qualification au match retour contre la Tunisie. « Déo est un élément important dans l'organigramme que nous souhaitons mettre en place. Mais il ne sera pas là, les autres vont prendre le relais », a-t-il justifié. Le sélectionneur des U-23 a souligné que le championnat qui se joue actuellement est un indicateur important pour évaluer la performance des joueurs. « C'est vrai que nous avons déjà une

idée sur le groupe opérationnel. Il faut tenir compte des blessures, de l'état de forme de chacun. Le championnat est important pour voir l'état de forme de nos attaquants », a-t-il expliqué. La naïveté offensive des attaquants congolais, a-t-il dit, est l'un des points sur lequel l'équipe devra travailler pour grandir.

Avant que la Tunisie n'inscrive le deuxième but, les Congolais se sont procurés une multitude d'occasions sans se montrer adroits devant les buts. « Quand vous avez les occasions à l'extérieur, il faut les mettre au fond », a-t-il fait observer avant de saluer l'état d'esprit de ses joueurs qui n'ont rien lâché pour ne pas passer à côté de l'objectif.

Cyrille Donga a soutenu que la qualification contre la Tunisie n'est pas volée, mais plutôt méritée. « Nous avons bâti des stratégies pour aller prendre cette qualification face à la Tunisie que d'aucuns qualifieraient d'un hold-up. Mentalement, on s'était bien préparé parce que nous avons eu des problèmes à l'aéroport. Nous avons pensé qu'on ne pouvait pas céder à la tentation à ce moment-là, il fallait garder notre sang froid et ne pas se perdre dans l'objectif que nous nous sommes fixés », a-t-il précisé.

James Golden Eloué